

## **DÉCES D'UN LYCÉEN AUX LILAS, UN AUTRE GRIEUREMENT BLESSÉ A ÉPINAY-SUR-SEINE L'ÉDUCATION NATIONALE DOIT RÉAGIR EN URGENCE**

Vendredi 4 octobre, un lycéen habitant le Pré-Saint-Gervais et scolarisé à Aubervilliers est décédé aux Lilas, mortellement blessé à coups de couteaux.

Cette attaque est survenue sur une installation sportive, pendant un cours d'EPS.

Nous avons bien entendu une pensée pour les proches de la jeune victime, sa famille et ses amis.

Nous avons également une pensée pour les collègues du collège Marie Curie et du lycée Paul Robert qui sont intervenus dans les secondes qui ont suivies et ont porté les premiers soins.

Aucun d'entre nous en entrant de l'Éducation nationale ne pense voir un élève se faire attaquer, agresser et mourir sous ses yeux.

Nous soutenons bien évidemment leur démarche de s'engager dans un droit de retrait au vu d'une situation qui ne permet pas une reprise sereine des enseignements.

La situation est devenue intenable. Les signaux étaient pourtant nombreux des tensions croissantes dans un périmètre entre Les Lilas, Romainville auxquelles s'ajoutent des jeunes du Pré-Saint-Gervais et Bagnolet : le 13 octobre 2018, un collégien de 13 ans mourrait dans un bagarre entre deux groupes rivaux. Le 14 juillet 2019, un jeune de 20 ans était assassiné, déjà à coups de couteaux, à Romainville.

Déjà, la fin de l'année scolaire 2017-2018 avait été marqué par une multiplication des agressions. La réponse avait consisté en une table ronde, en juin 2018, alors que les lycées s'étaient vidés.

Ce même vendredi, un élève du lycée Jacques Feyder d'Épinay-sur-Seine a été grièvement blessé aux abords de l'établissement. Si son pronostic vital n'est plus engagé, le silence de l'éducation nationale sur cette affaire est assourdissant. Les collègues ont donc débrayé mardi 8 octobre. Nous tenons à témoigner notre solidarité à l'ensemble de la communauté éducative, collègues, élèves et parents.

Les réponses sont insuffisantes, les fouilles au détecteur de métaux comme à Épinay et le déploiement des EMS ne constituent que des mesures ponctuelles anxiogènes. Il faut d'urgence remettre de l'humain dans les établissements.

Des postes d'assistant·es d'éducation, de CPE, d'infirmier·es, de Psy-En, d'assistant·es sociaux sont une nécessité absolue. Travailler sur plusieurs établissements ne permet pas à ces collègues d'assurer un suivi à la hauteur de ce qui est nécessaire.

Les suppressions continues de moyens dans nos établissements ont des conséquences concrètes.

SUD éducation 93 portera ce sujet en CHSCT-D et en CDEN et exigera des réponses de l'administration. Ce, d'autant plus que la situation n'est pas propre à ces communes comme nous le rappelle les violentes agressions qui émaillent les déplacements vers les installations d'EPS, et qui ont lieu par exemple à Saint-Denis.